

Les Suisses impliqués

●●● **Yvan Maillard Ardent**, Marly (FR)
Pain pour le prochain

Cultiver des aliments pour les réservoirs de voitures au lieu de les mettre dans les assiettes ne fait pas sens. C'est pourtant exactement ce que font nombre d'investisseurs en Afrique. En Sierra Leone, la société Addax Bioenergy, basée à Genève, a accaparé pour ce faire 57 000 hectares de terres.

Depuis trois ans, l'entreprise suisse Addax Bioenergy a investi dans la culture de la canne à sucre à grande échelle en Sierra Leone, afin d'obtenir du carburant pour les voitures européennes. Ces grandes plantations risquent de menacer la sécurité alimentaire des habitants du pays, indique un rapport de l'organisation SiLNoRF (réseau sierra léonais pour le droit à l'alimentation).

Addax a loué près de la capitale provinciale de Makeni, pour une durée d'au moins cinquante ans, 57 000 hectares de terres (le double de la surface du canton de Genève). L'investissement dépasse les 320 millions de francs et l'investisseur vise un rendement de 15 %. L'entreprise a promis à la population locale concernée (environ 13 000 personnes) un développement économique. Certains effets positifs sont d'ailleurs visibles : 1700 emplois ont été créés, les salaires dépassent le seuil minimum. Mais le projet d'Addax ne profite pas à tous. Il repose sur le fait que l'Union européenne (UE) s'est fixé comme objectif d'obtenir 10 % d'agrocarburants d'ici 2020. Cette exigence est controversée car elle augmenterait considérablement le coût des denrées alimentaires au niveau mondial. L'UE elle-même est en train de planifier une limitation de la quantité de biocarburants produits à partir d'aliments.

Certes Addax propose aux agriculteurs de la région un programme censé compenser la perte des terres reconverties en canne à sucre. Mais le projet, basé sur une agriculture intensive, est pour l'instant limité à trois ans et son financement inaccessible pour nombre d'agriculteurs. En outre, les récoltes en Sierra Leone ne sont déjà pas suffisantes aujourd'hui pour nourrir la population du pays. Ne vaudrait-il pas mieux soutenir une agriculture durable, centrée sur les petits paysans ?

D'autres inconvénients et risques accompagnent le projet Addax : la monoculture de canne à sucre, durant 50 ans et plus, n'est pas respectueuse des sols et de l'environnement ; la corruption menace, parce que l'utilisation des compensations reçues par les autorités locales reste floue ; les femmes ne sont pas concernées puisque, selon la structure sociale traditionnelle, elles n'ont pas le droit d'être propriétaires.

Plus dangereux encore, afin d'irriguer les champs de canne à sucre, Addax a obtenu un droit d'accès à l'eau très étendu. L'entreprise genevoise pourra pomper durant la saison sèche un quart de l'eau de la plus grande rivière de Sierra Leone. Cela pourrait conduire à des pénuries d'eau, d'autant que sont prévues autour du fleuve d'autres grandes plantations d'investisseurs étrangers.

Y. M. A.